

Un quart de siècle de politique étrangère

par Gérard Bergeron

La belle magie des chiffres ronds: de l'année du demi-siècle à celle du trois quarts de siècle... C'est suffisant pour justifier un numéro-bilan de cette revue. Mais je déplacerais quelque peu les dates de départ et d'arrivée pour des bornes plus naturelles. Au lieu de 1950, malgré l'importance capitale de la guerre de Corée et de notre contribution à l'armée (dite) des Nations Unies, il conviendrait de partir de l'année de la fin de la guerre, 1945, moment de l'entrée sur la scène internationale du *citoyen majeur* Canada. Au lieu de 1975, qui n'a d'opportunité que la rondeur du chiffre du moment présent, je proposerais 1970 comme date d'arrivée.

Ce fut l'année où les autorités centrales ont eu recours à l'armée, ou moyen ultime de politique étrangère, pour pallier une grave crise de politique interne. «Loi des mesures de guerre»... «Insurrection appréhendée»... sont des expressions dont la disproportionnalité flagrante à l'événement apparaît à plus d'un encore plus tragique ou ridicule qu'il y a cinq ans. Toute l'opinion internationale fut saisie de ce singulier et interminable week-end des militaires au Québec. Cette bizarre inversion de l'acte type de défense extérieure est peut-être le phénomène politique majeur de notre histoire globale, aussi bien internationale qu'intranationale.

M. Gérard Bergeron est professeur titulaire au département de science politique de l'Université Laval où il enseigne depuis plus de 20 ans. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et articles de revues. Ses œuvres les plus importantes sont Fonctionnement de l'État, Le Canada français après deux siècles de patience et La Guerre froide inachevée. Il a été considéré à juste titre comme une figure de proue de la science politique canadienne-française. Il fut, entre autres, l'un des premiers au Canada à écrire en français sur les relations internationales. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.

Débuts d'une politique extérieure

On peut, on doit parcourir vite les trois premiers quarts de l'histoire internationale du Canada — on n'ose dire de l'histoire de sa *politique* internationale pour l'évidente raison que telle chose n'existait pas. Le premier quart, qui s'achève avec l'arrivée de Laurier au pouvoir (1896) fut une phase de conquête du territoire et de liaison entre ses morceaux discontinus, éparés. Le deuxième quart (1896-1920), marqué par l'entrée de la colonie canadienne dans le monde international via la solidarité impériale obligée, aura comme arrière-plan le bel équilibre du *triangle nord-atlantique* avec la Grande-Bretagne et les États-Unis, analysé et célébré même par l'historien John B. Brebner. Du Congrès de Versailles de 1919 à Yalta, le Canada, à la faveur de la transformation de l'Empire en Commonwealth dont il est à la fois principal agent et premier bénéficiaire, pose timidement les premiers jalons d'une présence au monde international.

La véritable politique extérieure ne commence qu'en 1945: enfin l'âge de la majorité agissante et responsable; toute l'organisation diplomatique est à faire et se fait très vite dans les premières années. Période d'épanouissement *des* nationalismes canadiens convergeant sur la nécessité d'une présence active au large monde; mais ce monde est déjà ombré par les nuages de ce qu'on allait tôt appeler la «guerre froide». Vingt-cinq ans plus tard, ce sera octobre 1970 au Québec avec l'arrivée des *touristes* kaki, en service commandé et y déployant toute leur quincaillerie devant des badauds plus médusés qu'inquiets. Même aux pires jours de la crise de la conscription pendant la guerre, les *pageants* militaires se faisaient plus discrets.

Que pouvait penser le jeune Canadien de langue française qui avait 20 ans à l'époque de Yalta, de San Francisco, de Hiroshima? S'il n'était pas obsédé par sa *québécoisité*, ses visions étaient les mêmes que celles du jeune Canadien de langue anglaise, si ce dernier n'était pas lui-même trop tiraillé par sa *canadianité* incertaine.